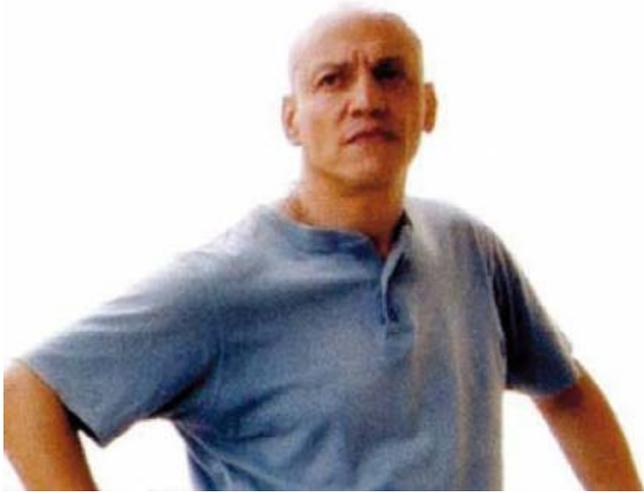


«LE CREUSEMENT DES INÉGALITÉS DÉSTABILISE LA SOCIÉTÉ»



Ali Bensaâd. Chercheur au CNRS et spécialiste de la question migration

- Après une éclipse de plusieurs mois, le phénomène des harraga a étonnamment réapparu, début novembre 2011. En une seule semaine et pour la seule ville de Annaba, 186 harraga, dont un nombre non négligeable de femmes et de mineurs, ont tenté l'expédition dans des conditions extrêmement dangereuses. Comment interpréteriez-vous cette reprise soudaine et spectaculaire ?

Cette situation dramatique, cette inflation dans le pire que vous décrivez depuis l'Algérie, est malheureusement confirmée en écho dans les pays de transit et d'arrivée. Savez-vous que sur l'itinéraire terrestre entre la Turquie et la Grèce, qui canalise maintenant plus du tiers des passages des migrations irrégulières vers l'Europe en raison de la surveillance accrue de la route maritime vers l'Italie et Malte au départ des côtes maghrébines, les Algériens qui se classaient, en général, loin derrière les Marocains et les Tunisiens, ont été en 2011 presque deux fois plus

nombreux que les premiers et six fois plus que les seconds.

- «Expulsion systématique», «fermeté absolue» et «mesures impitoyables», les autorités des pays d'arrivées, l'Italie surtout, en ont fait leur maîtres-mots de leurs politiques migratoires. Les chiffres qui vous semblent les plus significatifs ?

Pour les arrivés par mer, la situation est encore plus dramatique. Les arrivés dans les dix premiers mois de 2011 ont retrouvé le niveau de 2008, le plus fort. Mais les morts, eux, le surclassent de loin et connaissent un niveau jamais égalé. Sur le canal de Sicile, celui emprunté par les Algériens, depuis 1994, l'année où on commence à comptabiliser les morts, ceux-ci se sont élevés à 5962. Mais durant les seuls dix premiers mois de l'année 2011, leur nombre s'est élevé à 1674 ! Cela veut dire que cette année, il y a eu 5 fois plus de morts que la moyenne des années précédentes. La quasi-totalité des morts dans les traversées méditerranéennes (87%) est désormais sur cet itinéraire maritime, le canal de Sicile, l'itinéraire privilégié des harraga algériens. Ces chiffres, bien sûr, ne tiennent pas compte des «navires fantômes» disparus sans laisser de trace. Pour les Algériens, les morts identifiés, et en tant qu'Algériens, s'élèvent à 189 dans la navigation depuis la région de Annaba. Par ailleurs, il n'est pas exclu que parmi les migrants déclarés arrivés de Tunisie ou de Libye dans les îles italiennes, il y ait des Algériens qui se prévalent de l'identité tunisienne ou celle libyenne, car censées être plus admissibles à l'exil en raison de la situation politique qui prévaut dans leurs pays.

- Ce phénomène récurrent «harraga» ne traduit-il pas, selon vous, la politique de faillite absolue de nos gouvernants qui restent incroyablement autistes face à cette tragédie nationale qui se joue depuis plus d'une décennie et sur laquelle ils n'estiment pas être encore temps de baisser le rideau ?

«LE CREUSEMENT DES INÉGALITÉS DÉSTABILISE LA SOCIÉTÉ»

Mais justement, ce n'est pas fortuit que le phénomène des harraga explose en ce moment. Il est aussi une réponse à l'autisme du pouvoir. Alors que celui-ci veut afficher et se féliciter d'une apparente stabilité de l'Algérie et d'une prétendue immunité aux contestations populaires et qu'il refuse de voir les malaises qui traversent toute la société, les harraga remettent ceux-ci au cœur de l'actualité. La harga est une forme de contestation violente et désespérée et le pouvoir ajoute à la désespérance en se murant dans son autisme. Le pouvoir ne peut pas proposer d'alternative à la question des harraga puisqu'il ne veut pas et ne peut pas répondre de façon générale aux attentes de toute la société. Regardez comment, alors que toute la région est traversée par des mouvements de contestation sociale et démocratique qui appellent à des réformes politiques et économiques profondes et urgentes, le pouvoir préfère jouer cyniquement sur l'épuisement et les traumatismes des populations par la guerre civile pour «laisser passer la tempête» et ne rien changer, et cela au risque d'explosions ultérieures plus graves. La harga n'est certainement pas la réponse appropriée, mais elle est une façon de vouloir sortir de ce jeu de dupes et de laisser le pouvoir à ses combines. «Roma oula entouma» (plutôt Rome que vous) comme le disait si bien le film de Téguia.

- Le harrag n'est-il pas, tel que vous l'aviez si bien dit, «cette laide icône qui renvoie à la grave panne économique de l'Algérie et qui caricature tout le mal qui ronge le pays» ? En bravant la mort, ne cherche-t-il pas, animé par un désir ardent, à échapper à une différence de niveau de vie, à l'injustice sociale, à l'étouffement jusqu'à l'asphyxie des libertés et au chômage, à la pauvreté ?

Plus que la pauvreté qui gagne la société alors que le pays est riche, c'est le creusement des inégalités, rapidement, qui déstabilise l'ensemble d'une société qui y est moins habituée que ses voisines. Plus que le rigorisme moral imposé aux jeunes et plus que l'absence de démocratie, c'est la déliquescence du sens de l'Etat et la certitude qu'il n'existe plus de contrat social, même injuste, qui alimentent le sentiment d'insécurité

et un vent de panique souffle alors sur les couches moyennes. Or, ce sont elles, en Algérie comme ailleurs, qui fournissent, aujourd'hui, la part importante des aspirants à la migration. D'ailleurs, le phénomène, devenu massif, concerne des jeunes dont la majorité occupe un emploi ou sont de niveau universitaire. Cela révèle un désarroi sociétal encore plus grand. Même le petit-fils de notre ancien président, Chadli Bendjedid, a tenté la harga comme l'a révélé WikiLeaks. Partir en Tunisie ou au Maroc est déjà une bouffée d'air pour nos jeunes. Les Algériens surclassent souvent les Français par le nombre de touristes en Tunisie et une des raisons du désir du Maroc de normaliser ses relations avec l'Algérie, c'est de récupérer une part de cette manne. C'est dire à quel point les jeunes se sentent mal à l'aise dans le pays ! Mais je renverserai la question. C'est l'entourage même du pouvoir qui fournit une bonne partie des «harraga», les «harraga de luxe». Tous les hauts responsables, à commencer par les ministres, ont leurs enfants ou proches en Occident. Ils sont les premiers à ne pas croire au pays. Ils s'humilient auprès des responsables étrangers pour leur trouver des points de chute et viennent après parler de souveraineté nationale ! Et ce sont ceux qui crient le plus fort contre l'Occident qui y planquent le plus leur progéniture. Je lance un défi à travers vos colonnes : que le responsable algérien qui n'a pas d'enfant ou de proches placés à l'étranger me jette la première pierre !

- Le durcissement du régime des frontières et la poursuite de sa militarisation, incarnée par Frontex que l'Europe veut légitimer par la crainte d'un effondrement de ses systèmes de contrôles migratoires, ne sont-ils pas, au contraire, en train de doper les migrations irrégulières ?

Oui, l'Europe n'a pas de gestion de la question migratoire autrement que par la dramatisation qui fausse complètement le problème. En s'enfermant dans la fuite en avant d'un verrouillage toujours plus grand de ses frontières, en empêchant les gens de circuler, elle ne laisse d'autre voie qu'à la mobilité par la transgression. L'actualité de ces derniers jours, à l'occasion des révoltes arabes, est bien instructive à cet égard. Une

«LE CREUSEMENT DES INÉGALITÉS DÉSTABILISE LA SOCIÉTÉ»

fois toute honte bue de s'être compromis avec des dictateurs contre leurs peuples, beaucoup de dirigeants européens sont retombés sur leurs pattes et ont retrouvé leurs vieux réflexes de stigmatisation des peuples du Sud en retournant contre eux leur propre révolution. Le prétexte ? Les flux migratoires censés générés par ces révolutions. Le ministre italien de l'Intérieur a ainsi prophétisé un «exode biblique» vers l'Europe alors que le président français brandissait l'épouvantail de «flux migratoires devenus incontrôlables» menaçant une «Europe aux premières lignes». Qu'en a-t-il été ? De Tunisiens, il n'y en a eu que 23 000 dont une partie a été refoulée et une autre rentrée de son plein gré et seulement 14 000 ont eu un permis de séjour de six mois pour des raisons humanitaires. Quant à la Libye, malgré la guerre, au final, il n'y a eu que 23 890 personnes qui ont débarqué à Lampedusa et en Sicile en provenance de la Libye, soit les 2/3 du nombre de personnes qui y sont arrivées durant l'année 2008. Lors de la guerre du Kosovo, 50 000 personnes étaient arrivées dans les Pouilles et on sait que l'essentiel des réfugiés se destinait alors plutôt à l'Allemagne. Et, en fait, ce n'est pas vers l'Europe que se sont dirigés les réfugiés mais vers les pays voisins, et la seule petite Tunisie en a reçus, selon le HCR, 540 000 parmi lesquels 70 000 Libyens. C'est-à-dire que la Tunisie a reçu 25 fois plus de réfugiés qu'elle n'a émis de migrants et s'est retrouvée avec 1 réfugié pour 20 habitants ! Cette situation en Tunisie traduit une réalité des flux de réfugiés qui n'est pas exceptionnelle mais générale : l'écrasante majorité des réfugiés, plus de 80%, est dans des pays du Sud et le restant qui se dirige vers l'Occident n'est pas composé seulement de gens du Sud mais aussi d'Européens comme ceux des Balkans. C'était aussi le cas pour l'Irak. Alors que le conflit a été provoqué par l'intervention de l'Occident, ce sont les pays arabes qui ont hérité du fardeau des deux millions de réfugiés : 1 500 000 en Syrie, 450 à 500 000 en Jordanie, 50 000 au Liban. Alors qu'en 2007, tous les pays occidentaux ont totalisé à peine 10 000 réfugiés irakiens. Et pour s'opposer à l'admission de réfugiés de ce pays, y compris ceux qui avaient servi les armées de la coalition et se sont retrouvés en danger après, les Américains ont créé la notion de «réfugié combattant» pour justifier leur refus de les recevoir. L'invasion donc

tant agitée pour décrédibiliser les révolutions arabes n'a pas eu lieu. Mais plus, cela a démontré qu'il n'y a jamais eu de risque d'invasion et que celui-ci était instrumentalisé pour des raisons de politique intérieure. Rappelez-vous ce que disait, en 2004, l'ancien ministre italien de l'Intérieur, M. Pisanu, qu'il y avait 2 millions de migrants africains et asiatiques en Libye en attente de passage clandestin vers l'Europe. Finalement, non seulement ils ont été peu nombreux à venir en Europe, mais ceux qui y sont venus en raison de la guerre, étaient en fait des résidents de longue date en Libye et y avaient fait leur vie et ne se destinaient nullement à l'Europe comme on l'agite facilement.

- Est-ce à dire qu'en brandissant la menace d'invasion migratoire, les politiques occidentaux veulent donner un accent de vérité à leurs discours où ils prônaient sournoisement les valeurs universelles de la liberté et de la démocratie ?

J'ai fait ce détour par l'actualité arabe pour illustrer la dramatisation instrumentale en Europe de la question migratoire et qui fait que ses dirigeants se ligotent par les épouvantails qu'ils ont eux-mêmes agités. Ce n'est pas fortuit que la question migratoire qui ne figure qu'en 11/13e position dans les préoccupations des Français en période normale, remonte à la 3e position en période électorale où l'on ré-agite le mythe de l'invasion alors que dans les faits, la proportion des immigrés dans la population française reste stable et se situe dans la moyenne européenne (8,2%). Il faut préciser que quand on parle d'immigrés, cela inclut également les personnes naturalisées. Et quand on parle de pourcentage d'immigrés, cela inclut également les citoyens de l'Union européenne (36% des immigrés) qui sont plus nombreux que les Maghrébins (31%) ou les Subsahariens (12%) alors que la focalisation se fait sur ces derniers. D'ailleurs, entre 1995 et aujourd'hui, la part des étrangers en France a augmenté 6 fois moins vite qu'en Espagne, 3,5 fois moins vite qu'en Grande-Bretagne, 1,8 fois moins vite qu'en Allemagne et 5 fois moins vite qu'aux USA. Et les migrants, au contraire de l'image d'une misère à l'assaut de l'Europe, sont des migrants de plus en plus qualifiés. Il y avait, en 1990, 12% des

«LE CREUSEMENT DES INÉGALITÉS DÉSTABILISE LA SOCIÉTÉ»

immigrés en France qui étaient qualifiés, en 2007, ils étaient 25% contre 29% pour les natifs. Plus que cela, il y a plus de migrants très qualifiés (11,7%) que de natifs (10,1%).

- Confronter à la réalité de l'accueil réservé à ceux qui revendiquent précisément ces mêmes droits – libertés et démocratie – ce que l'Europe défendait haut et fort, n'a-t-il donc pas permis de déceler l'arrière-goût de mensonge, de lever un coin du voile sur la véritable nature de ses velléités à l'égard des voisins du Sud, à savoir maintenir ceux-ci assignés au rôle d'auxiliaire de la répression pour satisfaire les impératifs du Nord ?

Ce que je viens d'énoncer sont des vérités bonnes à rappeler, qui illustrent la dramatisation instrumentale en Europe de la question migratoire. C'est cette dramatisation qui conduit à un verrouillage, au coup par coup, toujours plus grand. Or, c'est paradoxalement l'interdit de mobilité qui exacerbe le phénomène des migrations irrégulières alors que leur répression est contre-productive. Le système ultra-policier de Ben Ali, justifié autant par la «lutte contre le terrorisme» que par la «lutte contre l'immigration clandestine» n'a pas empêché que, l'année qui a précédé son départ, il y ait 6000 migrants tunisiens irréguliers alors que l'année 2010 était celle marquée par la plus forte baisse de migration irrégulière en Méditerranée. Cette politique répressive renforce plutôt la pression migratoire aux portes de l'Europe et la fixation précaire de ceux qui ne peuvent plus repartir.

Plus on ferme les frontières, plus les migrants s'installent alors que l'ouverture facilite la circulation, comme ce fut le cas pour l'Est. Un million d'Algériens, par an, se rendaient librement en France dans les années 1980 sans que l'on ait à s'inquiéter de «l'immigration clandestine». Les visas n'ont été instaurés qu'en 1986. Ils étaient formels et ne se justifiaient pas par des considérations migratoires mais par la nécessité d'avoir une traçabilité des entrées en France à une période marquée par les attentats iraniens et libanais. Les commerçants marseillais, toutes tendances confondues, avaient d'ailleurs protesté contre ces restrictions qui ont vu partir vers

Dubaï la clientèle qui faisait leur prospérité. Aujourd'hui, la question des mobilités est devenue le dossier noir des relations euro-méditerranéennes illustré macabrement par les plus de 17 000 morts ces deux dernières décennies dans leur tentative d'atteindre l'Europe.